

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.5/L.37
19 mars 1954

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DU COMITE DE BASE DU QUARTIER D'ELIG-BELIBI DE
L'UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN (U.P.C.)

COMITE DE BASE DU QUARTIER D'ELIG-BELIBI, YAOUNDE
(Cameroun sous administration française)

- - - - -

Les membres du Comité,

à Monsieur le Président de la 4ème Commission de l'Assemblée générale
des Nations Unies, s/c de M. le Secrétaire général de la même Assemblée

à NEW - Y O R K
- - - - -

Monsieur le Président,

C'est toujours avec respect et par le seul moyen de l'écrit que nous
nous approchons auprès de votre haute autorité, pour vous soumettre nos
légitimes revendications. Nous craignons déjà en être importuns, mais nous
ne saurions comment nous abstenir, tant que les faits qui nous retiennent
toujours à coeur se reproduisent incessamment. Nous en reviendrons toujours
à l'effet, et nous vous prions instamment de bien vouloir en garder la même
patience.

Pour aujourd'hui, nous tenons à porter à votre connaissance ce qui suit: il paraît, même si ceci ne se réalisera plus demain, qu'une autre résolution est déjà prise par l'Autorité administrante; l'idée est conçue, et nous en sommes au courant. D'ici peu, comme c'est dit, une délégation de soixante Chefs traditionnels du Cameroun sous administration française, quittera le Territoire pour se rendre à New-York, ceci pour être entendue par la 4ème commission qui siège depuis des jours, c'est-à-dire pour le but de contredire le seul et l'unique Porte-parole camerounais, M. Ruben UM Nyobé, qui est connu presque dans tous les milieux du Territoire, sinon en chair et os du moins par le nom et les résultats retentissants de ses conférences de compte rendu de sa mission effectuée en 1952.

Il est connu de tous, qu'en 1952, dès que le représentant de l'U.P.C. fut appelé pour poser les revendications de son peuple au sein des Nations Unies, l'autorité administrante se hâta d'avancer ce premier par deux élus colonialistes pour contredire nos légitimes aspirations. Mais nul n'ignore non plus l'échec rétentissant qu'infligea le délégué populaire à ces représentants du Gouvernement Français.

De même en 1953, les premiers envoyés étant reconnus inaptes, l'autorité colonialiste, malgré elle, a choisi un simple fonctionnaire du cadre local du nom de BISSECK Guillaume qui s'est lui-même reconnu incompetent lorsqu'il déclarait devant l'Assemblée générale qu'il faisait un porte-parole occasionnel de son parti; et qui, du retour au Territoire après avoir accompli sa mission, n'ose pas jusqu'ici tenir une seule réunion donnant ainsi le compte rendu de sa haute tâche.

C'est donc fort étonnant d'apprendre encore qu'une bonne soixantaine de Chefs se préparent pour se rendre à l'O.N.U.

Et le peuple camerounais se demande si, judiciairement, la masse doit emporter la victoire plus que la raison. Ceci nous laisse encore perplexes. S'il faut vraiment la masse, il n'est pas douteux que le nombre des fonctionnaires en service dans divers bureaux administratifs plus celui de ces fameux Chefs traditionnels, ne représenterait au plus que le quart du reste qui sont d'ailleurs de bons militants de notre mouvement national.

Nous disons donc à haute voix: s'il faut aller et s'il était possible que tout le monde aille à New-York, nous y partirons tous. Mais là, nous nous heurtons très vite à des impossibilités dont certaines à l'heure présente sont insurmontables. Plusieurs précisions suffiraient pour le montrer; mais nous n'en présenterons ici que deux:

1° Ce voyage demanderait une charge de plusieurs centaines de milliards de francs que, ni les budgets africains, ni les budgets métropolitains ne sont susceptibles de supporter.

2° Le peuple camerounais se demande encore une chose qui l'étonne le plus: "Si la signature d'un seul visas du porte-parole de l'U.P.C. demande quarante-deux jours, quel est le temps qu'il faudrait pour signer une quantité de visas si toute la population camerounaise (moins celle des Chefs et fonctionnaires colonialistes) devrait se rendre à NEW-YORK?

Veillez nous laissez vous dire, M. le Président, que rien ne sera négligé pour parvenir à notre but que les colonialistes veulent encaisser dans leurs coffres-forts.

Pour terminer, nous confirmons avec confiance que M. Ruben UM Nyobé, élu par ses frères des deux Cameroun sous administration française et britannique, s'entendra toujours, si accord est de la part de l'Assemblée générale des Nations Unies, avec celle-ci au nom du seul Mouvement National Camerounais, qui est l'U.P.C.

Nous vous remercions vivement, Monsieur le Président.

YAOUNDE, le 11 Février 1954.

Pour les membres du Comité,
le Président -

(signature illisible)
